

**Compte-rendu de l'audience à la Mairie de Paris. La délégation, composée de parents, d'enseignants, et de représentants des syndicats d'instituteurs, était reçue par M. Ferrand, Maire-adjoint chargé des affaires scolaires représentant M Bertrand Delanoë Maire de Paris.**

**Composition de la Délégation :** Joël Deu directeur élémentaire Epinettes(Paris 17)-Bernard Philippon directeur élémentaire 7 Championnet(Paris 18)- Héléne Gasquet Parente d'élève 5 Flocon (Paris 18) Lahcen Kerkou Parent d'élève élémentaire 47a Ivry (Paris 13) Sylvie Bidart Directrice élémentaire 9 Lesseps(Paris 20) Rachel Honner Parente d'élève 9 Lesseps (Paris 20) Benny Malapa Parent d'élève 9 Lesseps (Paris 20)-François Vigrioux Parent d'élève Arago (Paris 14) Bernard Lempereur SNUDI FO (Paris) Philippe Navarre SNUIPP-FSU Paris

**Un parent du 9 Lesseps, porte parole du comité qui a préparé ce rassemblement présente la délégation** et resitue le rôle de l'école Lesseps dans la mobilisation « Nous représentons les écoles qui dans tous les quartiers de Paris sont engagés depuis de longs mois dans une action contre les conséquences de la carte scolaire 2005. Nous avons tous : occupés les écoles, fait signer des pétitions à des centaines de parents, manifesté au rectorat, rencontré l'inspecteur d'Académie et les inspecteurs de circonscription. Nous nous heurtons au refus de l'inspecteur d'Académie Mr Rosselet de nous entendre...On vient vous voir car nous pensons que le Maire de Paris doit appuyer notre mobilisation; ; nous vous demandons de prendre position sur les revendications de refus des fermetures de classes, l'ouvertures des classes nécessaires et la défense de l'éducation spécialisée ».

**Directrice élém 9 Lesseps :** «C'est le relèvement du seuil d'élèves par classe de 26 à 27 qui est responsable de la plupart des décisions de fermetures de classes. On nous ferme une classe alors que nous avons une CLES...Dans quelles conditions les enfants handicapés mentaux seront-ils intégrés ? Ils ne sont pas comptés dans l'effectif, alors que le but assigné par les textes serait de les intégrer le plus possible aux classes ordinaires, comment voulez vous qu'un instituteur accomplisse ce travail dans une classe surchargée ou à double niveau...Chaque problème de notre école peut être décliné dans chaque arrondissement. »

**Directeur 18<sup>ème</sup>** « On demande des postes supplémentaires et l'inspecteur nous déclare qu'il lui reste 0,5 poste en réserve pour toute l'académie. Nous demandons que le Maire n'accepte pas le redéploiement et s'adresse au Ministre pour avoir les postes, sans que soit appliquée la méthode qui consiste à déshabiller Pierre pour habiller Jacques..

Des exemples...nouvelle école Forest, 2 ouvertures et il y a pour l'instant 143 inscrits...pour 2 classes. A l'élém 7 Championnet, il y a actuellement 268 inscrits et on attend 326 élèves à la prochaine rentrée...pas d'ouverture ! Reporter les décisions en Juin ou en septembre déclenche l'insécurité pour les enfants, les familles et les collègues.

Nous en avons assez qu'on nous empêche de travailler sereinement ! »

**Parent élém Ivry A (13<sup>ème</sup>) :** « L'Inspection conteste l'existence de nos enfants. Dans notre école, 61 élèves sont issus de familles non-francophones, beaucoup de difficultés et on nous ferme une classe ! Nous souhaitons un soutien actif, que le Maire pèse de tout son poids politique, de toute sa crédibilité. Sinon, comment former les futurs citoyens ? »

**Snippet :** « Demandons que le Maire de Paris pèse de tout son poids. On veut une dotation supplémentaire de postes pour Paris. Nous sommes confrontés à une logique comptable, nous nous y opposons fermement. Nous avons des mandats sur la limitation des effectifs par classe...Que le Maire de Paris s'engage : 25 par classe pour les non ZEP et non REP, 20

élèves par classe en REP et en ZEP. En procédant comme il le fait, l'Inspecteur d'Académie, impose la ghettoïsation et fait le jeu des écoles privées »

**Parent élém. Lesseps** : « Ce mouvement a été initié par des parents « lambda », les syndicats nous soutiennent. Le Rectorat dit qu'il a travaillé en concertation avec la Mairie. ...Vous devez mettre tout votre poids pour opposer un démenti aux affirmations de l'Inspection.

**Directeur élém. Epinettes (17<sup>ème</sup>)** : « Une fermeture a été décidée alors que notre école est en ZUS(zone urbaine sensible) et accueille 22 enfants en CLIN qui ne sont pas pris en compte. C'est une bataille de chiffres absurdes.! »

**Parent élém Arago (14<sup>ème</sup>)** : « Notre école pas touchée... cette année...mais nous sommes tous concernées, l'an passé nous avons tenté d'empêcher la fermeture d'une classe, on nous a dit d'attendre septembre et arrivé en septembre la classe a été supprimée : les fermetures ont répercussions sur toutes les écoles. Dans notre école, les sureffectifs, les classes à double niveau . Tout cela profite au privé ! » L'an passé le rectorat a imposé 26 élèves par classe, cette année 27, quand s'arrêtera-il ?

**SNUDI-FO** : « Depuis deux mois, parents et enseignants sans relâche s'adressent au rectorat, aux élus, au Maire. Situation inédite et inadmissible, personne n'est épargné , les enseignants ne peuvent plus enseigner. Tous les moyens ont été utilisés par l'IA pour fermer : modification des seuils, remise en cause des prévisions des directeurs, défiance inacceptable ! Le Maire demande un CDEN en avril pour corriger les « erreurs d'appréciation » ? Il faut que les choses soient claires et que les positions soient à la hauteur des enjeux : à situation exceptionnelle, moyens exceptionnels pour l'annulation des 65 fermetures de classes et de postes. Une condition pour un nouveau CDEN, c'est l'attribution de postes supplémentaires par le ministre, sinon c'est un nouveau redéploiement. Le Maire s'est adressé au recteur en février...qui n'a rien modifié ! Que le Maire intervienne dans ce sens avec nous, à nos côtés pour un plan d'urgence, »

**M. Ferrand, Maire-adjoint** : « Il n'y a pas de carte scolaire réalisée en collaboration mairie-rectorat ; ce qu'il y a eu c'est une information académique en direction de la Mairie de Paris. Le Maire a saisi le Recteur en février, sa réponse « Circulez, il n'y a rien à voir ! ». A ma demande, le Maire a saisi le Ministre (*la délégation prend connaissance de la lettre de M Delanoë à M Fillon*) pour lui dire que la Mairie soutient l'ensemble du mouvement et les revendications. Nous demandons un CDEN avant les vacances de Pâques.

Nous avons 250 locaux-classes vides, il peut donc y avoir 250 postes. Nos objectifs sont clairs : favoriser la scolarisation des moins de 3 ans, diminuer le nombre d'élèves par classe. Vous le savez et c'est d'actualité le Ministère veut en finir avec l'école Maternelle qui est une exception française pour cause d'harmonisation européenne.

Nous demandons des postes supplémentaires pour le nord, l'est, le sud-est.

Pour ça, il faut s'adresser au Ministre, ils veulent casser l'école publique, c'était ce qui était dans le rapport Thélot. La scolarité obligatoire à 5 ans, c'est un leurre, ça remettrait en cause l'école maternelle, ça serait le renvoi aux collectivités locales de l'accueil des enfants, aux structures associatives du type halte-garderie.

Il faudra une autre dotation, c'est une des cartes scolaires les plus sévères depuis 10 ans. Nous disons au Ministre « Créez 250 postes ! ». Nous condamnons les fermetures décidées pour la 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> fois dans certaines écoles ainsi que la « mise en observation » de plusieurs écoles,

ce sont de véritables bombes à retardement. Nous ne demandons pas de redéploiement. La lettre du Maire est claire.

Le Ministre a reçu le courrier hier, on veut une réponse cette semaine sur le CDEN...

**La délégation** reprend sur différents points et demande des précisions sur le soutien aux revendications, aux actions engagées, et particulièrement à la délégation qui sera reçue au ministère mercredi 6 avril à 14 h 30. Il est demandé au Maire d'appuyer et d'être aux côtés des parents et des enseignants au ministère. « A Guéret, quand on ferme les services publics, le Maire prend la tête de la manifestation ! ».

**M. Ferrand** : « Le Maire de Paris ne prendra pas la tête d'une manifestation, on est à Paris, pas à Guéret...La démarche du Maire est publique, il interpelle le Ministre pour un CDEN avant les vacances de Pâques et s'il le faut, un entretien sera demandé au Ministre. Notre démarche est institutionnelle . Je combats les fermetures, il faut une rediscussion...

**Parent élém. Lesseps** : Demande à M Ferrand d'intervenir auprès du ministère chargé des handicapés pour que Madame la Ministre reçoive une délégation de parents et d'enseignants de Lesseps particulièrement sensibles à ce problème.

**La délégation** rappelle les revendications adoptées par l'AG inter-écoles du 21 mars, elle demande si la Mairie soutient et s'engage sur chacune et toutes les revendications présentées dans le document établi par les parents et les enseignants ou évoquées ce matin à partir des dossiers supplémentaires remis par des délégations d'écoles au début du rassemblement.

**M. Ferrand** : Oui...